

Dans le domaine du commerce et durant des années à venir, le Canada devra être éveillé au fait que les revenus grandissants dans les pays en voie de développement forment une base solide à un commerce en expansion. Un excellent exemple serait l'accroissement des revenus au Japon et l'expansion du marché du blé canadien qui s'est ensuivie.

Monsieur le président, voilà la fin de mon mémoire.

Le coprésident sénateur CROLL: M. Allmand?

M. ALLMAND: Monsieur Anderson, lorsqu'ils calculent les déficits en denrées alimentaires, les statisticiens se fondent-ils sur ce qu'est la consommation réelle dans les pays développés ou sur ce que demandent les consommateurs dans les pays développés? Autrement dit, j'ai lu des statistiques voulant que dans les pays développés nous consommons en excès, nous consommons des aliments au point où cela nuit en fait à notre santé; je me demande si, en calculant l'approvisionnement et les déficits en denrées alimentaires, ils se limitent à prendre pour acquis que l'Américain et le Canadien moyens consomment tant, et que cela ne constitue donc pas un surplus dans ces pays mais plutôt ce que l'on y consomme réellement; mais si une autre personne dans un autre pays n'en reçoit pas suffisamment, on considère qu'il y a déficit. Comment s'y prennent-ils pour calculer?

M. ANDERSON: Prenons un exemple précis: le budget alimentaire mondial que prépare le ministère de l'Agriculture des États-Unis. Ils utilisent ce qu'ils appellent une norme minimum de calories, de protéines et de gras. Celle-ci n'est pas aussi élevée que la consommation dans des pays à revenus élevés tels que le Canada et les États-Unis, mais il s'agit d'une norme minimale essentielle à la santé, à la croissance et à l'énergie que demande la population. On y tient aussi compte de la pyramide des âges de ces populations.

M. ALLMAND: Donc, en calculant les déficits alimentaires du monde, ces faits indiquent-ils qu'il y a consommation excessive dans certains pays développés tels que le Canada et les États-Unis et que peut-être cette nourriture pourrait servir à combler les déficits dans d'autres pays?

M. ANDERSON: Non. Ils considèrent que le niveau actuel de la consommation se maintiendra dans les pays à revenus élevés.

M. ALLMAND: Ils reconnaissent donc la surproduction comme un mal nécessaire?

M. ANDERSON: Peut-être ne l'appelleraient-ils pas surproduction; ils acceptent cependant le niveau de consommation courant dans ces pays à revenus élevés.

M. ALLMAND: Vous n'êtes pas sans savoir que beaucoup d'articles médicaux critiquent les Américains et les Canadiens parce qu'ils utilisent trop de gras, trop d'hydrates de carbone etc.

M. ANDERSON: Oui, le fait m'est bien connu.

M. ALLMAND: Un autre élément n'a pas été étudié dans votre mémoire et c'est celui de l'entreposage dans les pays sous-développés. Sauf erreur, l'un des nombreux problèmes qu'affrontent les pays sous-développés est celui de l'entreposage; même s'ils parvenaient à suffire aux besoins alimentaires des gens de ce pays en particulier, encore ne disposeraient-ils pas des installations suffisantes d'entreposage et l'on doit les vendre au marché et les vendre sur-le-champ. Jusqu'à quel point cette déclaration est-elle juste?

M. ANDERSON: Ils manquent des moyens de commercialisation de toutes sortes, dont l'entreposage et le transport n'en sont que deux des principaux éléments. On a fait des évaluations de la nourriture qui se perd dans le monde du fait d'un entreposage insuffisant, et le chiffre en est impressionnant.